

**Nations unies - Soudan du Sud -  
Conseil de sécurité - Intervention du  
représentant permanent de la  
France auprès des Nations unies**  
(New York, 20 juillet 2017)

Monsieur le Président,

Je remercie la présidence chinoise du conseil de sécurité pour l'organisation de cette réunion importante. Je tiens également à remercier le Sous-Secrétaire général pour les Opérations de maintien de la paix, M. El Ghassim Wane, ainsi que le président du Comité conjoint d'évaluation et de contrôle, le président Festus Mogae, pour leur engagement et pour leurs interventions très éclairantes.

Je souhaiterais mettre l'accent sur deux points plus particuliers.

En premier lieu, notre mobilisation est plus nécessaire que jamais face aux souffrances qu'endurent toujours davantage les civils.

Malgré la saison des pluies, les combats se poursuivent au Soudan du Sud, avec leurs conséquences toujours dramatiques pour les populations civiles. Les récents affrontements autour de Pagak ont conduit de nouvelles populations à fuir leurs foyers, grossissant encore davantage les flux de déplacés et de réfugiés. La situation humanitaire reste catastrophique. Certes, l'état de famine a été levé dans certaines zones du pays ; mais le spectre de la famine et de la malnutrition plane toujours sur de trop nombreux civils. Les femmes et les enfants, comme toujours, en sont les premières victimes.

Dans ce contexte, je tiens à saluer l'action de la MINUSS, qui a su adopter une posture robuste pour remplir son mandat de protection des civils. Nous l'appelons à poursuivre dans ce sens. Mais les entraves inacceptables à son action, et à celle des travailleurs humanitaires, restent trop nombreuses : la France les condamne avec force.

La responsabilité première de la protection des populations civiles incombant au gouvernement du Soudan du Sud, nous appelons celui-ci à tout faire pour assurer une bonne coopération avec la MINUSS et faciliter l'accès des organisations et travailleurs humanitaires. Cela implique notamment de favoriser leur accès dans toutes les zones où les civils sont menacés. Il faut également que la RPF puisse enfin se déployer pleinement, près d'un an après son établissement. Nous saluons les derniers développements positifs à cet égard, mais les défis et points de blocage restent nombreux et doivent être réglés.

Ce conseil doit également prendre ses responsabilités. Nous devons obtenir qu'une cessation des hostilités soit conclue et mise en oeuvre le plus rapidement possible. Nous devons aussi continuer à envisager sérieusement les moyens de faire baisser le niveau de violence dans le pays ; la France considère depuis longtemps qu'un embargo sur les armes y contribuerait.

J'en viens à mon deuxième point : les signaux encourageants sur le plan politique doivent, avec notre appui, se développer et se concrétiser.

Certains développements récents sur le plan politique offrent des raisons d'espérer que de réels progrès politiques puissent se réaliser. Nous saluons en particulier la mise en place lors du conseil des ministres de l'IGAD, le 2 juillet dernier, de modalités et d'un calendrier pour la mise en oeuvre du forum de revitalisation de haut niveau pour l'accord de paix au Soudan du Sud. Cette décision doit permettre de nourrir les efforts actuels de relance du processus politique.

Nous saluons également l'action des différents acteurs en soutien du processus politique. Nous saluons ainsi l'action de l'envoyé spécial de l'IGAD, du Haut représentant de l'Union africaine, de l'envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies, et de vous-même, bien sûr, Monsieur le Président Mogae, ainsi que de l'Ouganda et du Kenya, dont les initiatives doivent pouvoir permettre de faire avancer la paix. La France soutient l'action de tous ces acteurs, dont la bonne coordination est une condition centrale pour assurer leur efficacité.

Monsieur le Président, il est urgent que cette mobilisation permette de faire avancer la mise en oeuvre de l'accord de paix de 2015, qui reste la pierre angulaire du processus politique. Le dialogue national doit être réellement inclusif pour insuffler une dynamique positive et durable.

Nous ne devons pas non plus perdre de vue l'impératif de la lutte contre l'impunité et le caractère indispensable de la reddition de comptes pour ceux qui ont commis des violations des droits de l'Homme. Ceci passe par l'établissement sans délai de la Cour hybride, dans laquelle l'Union africaine joue un rôle moteur.

Monsieur le Président,

L'été 2015 avait été celui de l'espoir, avec la signature de l'accord de paix. L'été 2016 avait été celui de la désillusion et de la violence, avec la crise à Djouba en juillet. Cet été doit impérativement être celui des progrès durables. Nous le devons aux populations du pays, qui n'ont que trop souffert.

Je vous remercie./.